

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

6 octobre 2011

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**visant à créer la fonction de médiateur
pour les générations futures**

(déposée par M. Kristof Calvo
et Mme Thérèse Snoy)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

6 oktober 2011

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**tot instelling van een ombudspersoon
voor de toekomstige generaties**

(ingediend door de heer Kristof Calvo
en mevrouw Thérèse Snoy)

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie	
PS	:	Parti Socialiste	
MR	:	Mouvement Réformateur	
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams	
sp.a	:	socialistische partij anders	
Ecolo-Groen!	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales — Groen	
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten	
VB	:	Vlaams Belang	
cdH	:	centre démocrate Humaniste	
LDD	:	Lijst Dedecker	
INDEP-ONAFH	:	Indépendant - Onafhankelijk	

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties:</i>	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^{ème} législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>		<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>	
<i>Commandes:</i>		<i>Bestellingen:</i>	
Place de la Nation 2		Natieplein 2	
1008 Bruxelles		1008 Brussel	
Tél.: 02/ 549 81 60		Tel.: 02/ 549 81 60	
Fax: 02/549 82 74		Fax: 02/549 82 74	
www.lachambre.be		www.dekamer.be	
e-mail: publications@lachambre.be		e-mail: publicaties@dekamer.be	

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

En 2012, vingt ans après la célèbre conférence de 1992, Rio accueillera à nouveau un sommet des Nations unies (UNCSD). La conférence Rio+20 s'articule autour de deux thèmes: l'économie verte dans le cadre du développement durable et de la lutte contre la pauvreté et l'élaboration d'un cadre institutionnel pour le développement durable.

Globalement, le bilan de 20 années de développement durable est relativement mitigé, comme en atteste notamment le rapport du secrétaire général des Nations Unies sur les objectifs et les thèmes de la conférence Rio+20. Il ressort de toutes les analyses qu'à de nombreux niveaux de pouvoir, il existe aujourd'hui des plans, des structures et des instruments pour une politique de développement durable.

Cela ne signifie pas pour autant que le monde politique accorde réellement une attention suffisante au développement durable. Cette situation est parfois due tout simplement à un manque de volonté politique d'aboutir véritablement à un changement radical de notre actuel mode de vie non durable, comme le montrent par exemple les résultats de la politique relative à la consommation et à la production durables (SCP).

Il existe parfois aussi des lacunes structurelles dans l'organisation du processus décisionnel démocratique. Ces lacunes sont notamment liées à un conflit entre deux échelles temporelles: s'il est nécessaire de développer une vision à long terme et d'inscrire systématiquement la politique dans cette vision, force est de constater que les organes politiques travaillent d'ordinaire à l'horizon d'une législature. À mesure qu'il devient de plus en plus clair que l'on ne peut vraiment s'attaquer aux problèmes qu'en adoptant une approche globale à long terme, il devient également de plus en plus urgent d'apporter des réponses novatrices aux lacunes structurelles constatées.

Un processus décisionnel qui, dans les faits, est rythmé essentiellement par les cycles parlementaires risque de renforcer une politique qui hypothéquera encore davantage les perspectives de vie des générations à venir. L'infléchissement de cette tendance a toujours été l'un des moteurs principaux de la lutte en faveur d'un renforcement du développement durable. Le fait que les générations futures n'ont pas leur mot à dire, au propre comme au figuré, dans les décisions prises actuellement (décisions qui auront cependant des conséquences importantes pour ces générations

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

In 2012 vindt in Rio, twintig jaar na de beroemde conferentie van Rio van 1992, opnieuw een VN-top plaats (UNCSD). Rio+20 heeft twee thema's; groene economie in het kader van duurzame ontwikkeling en armoedebestrijding en een institutioneel kader voor duurzame ontwikkeling.

De ervaringen met 20 jaar duurzame ontwikkeling zijn al bij al relatief beperkt. Dat blijkt onder meer uit het rapport van de VN-secretaris-generaal over de doelstellingen en thema's van Rio+20. Uit alle analyses blijkt dat er op veel beleidsniveaus ondertussen plannen, structuren en instrumenten bestaan voor een beleid duurzame ontwikkeling.

Dat wil echter niet zeggen dat de reële politieke aandacht voor duurzame ontwikkeling ook sterk genoeg is. Soms ligt de oorzaak zonder meer in een gebrek aan politieke wil om daadwerkelijk te komen tot een grondige bijsturing van onze huidige niet-duurzame levenswijze, zoals bijvoorbeeld blijkt uit de ervaringen met het beleid rond duurzame consumptie en productie (SCP).

Soms zijn er ook structurele tekorten bij de organisatie van de democratische besluitvorming. Die tekorten hebben dan onder meer te maken met een conflict tussen tijdschalen: de nood enerzijds aan een langetermijnvisie en het systematisch kaderen van het beleid in zo'n langetermijnvisie en de gangbare werking van politieke instellingen in legislaturen. Naarmate steeds duidelijker wordt dat de problemen alleen echt kunnen worden aangepakt met een omvattende aanpak vanuit een langetermijnvisie, wordt ook de nood groter om vernieuwende antwoorden te geven op de waargenomen structurele tekorten.

Een besluitvorming die in de feiten vooral wordt afgestemd op de parlementaire cycli dreigt een beleid te versterken dat de levenskansen van de toekomstige generaties verder hypothekeert. Dat tegenaan was altijd al een van de belangrijkste drijfveren van het streven naar meer duurzame ontwikkeling. Het feit dat de toekomstige generaties letterlijk en figuurlijk geen stem hebben in de beslissingen die vandaag worden genomen (en wel zware gevolgen zullen hebben voor die toekomstige generaties) zorgt voor een structurele "blinde vlek" in de democratische besluitvorming. Het

futures) est à l'origine d'une lacune structurelle dans le processus décisionnel démocratique. L'idée d'un "médiateur pour les générations futures" peut contribuer à combler cette lacune.

Il existe déjà en Belgique un cadre institutionnel assez étendu en matière de développement durable. La Belgique s'est dotée d'une loi sur le développement durable (modifiée en 2010). Elle dispose aussi de plans et de rapports sur le développement durable. Il existe un Conseil fédéral du développement durable. Le Bureau du plan dispose d'un groupe de travail qui se consacre au développement durable. Nous avons par ailleurs une Commission interdépartementale du développement durable et un Service public fédéral de programmation Développement durable. Enfin, on a en outre prévu, en principe, un test de durabilité (EIDDD) auquel devraient être soumises toutes les décisions importantes.

Ce cadre offre, en principe, de nombreuses possibilités pour mettre en œuvre une politique plus intégrale en matière de développement durable. Par exemple, il existe notamment un appareil qui permet de réaliser des prévisions durables pour l'avenir, et donc, également en principe, un forum où les parties prenantes peuvent réfléchir et débattre activement. Toutefois, en pratique, la volonté politique est également très limitée dans notre pays, comme en atteste notamment le chemin de croix parcouru par le plan fédéral de développement durable, ainsi que les résultats somme toute très insuffisants de la politique menée.

À de nombreux égards, les institutions précitées mènent par ailleurs une politique "suiviste" alors que nous avons précisément besoin d'une politique qui anticipe davantage et qui soit plus proactive. L'élaboration d'une vision à long terme pour 2050, prévue par la loi sur le développement durable, permet de déplacer le centre de gravité politique. Cependant, il faudra attendre pour savoir si le processus de discussion saisira les possibilités qui s'offriront pour réellement dépasser la prise en compte des intérêts actuels de la société.

Un pas en avant peut être fait en créant un instrument structurel qui donne la parole aux générations futures à titre de "parties prenantes" du processus décisionnel actuel, et en prévoyant un ancrage plus fort de cet instrument dans le processus de décision parlementaire. La présente proposition ne prévoit pas de remplacer les instruments existants mais doit être considérée comme complémentaire. Elle peut contribuer à renforcer l'engagement de la Belgique dans le processus de la conférence Rio+20.

Dans plusieurs pays, des instruments ont déjà été créés en vue d'accroître l'intégration des générations

idée van een "ombudspersoon voor de toekomstige generaties" kan een bijdrage leveren aan het corrigeren van die blinde vlek.

In België bestaat er al een behoorlijk uitgebouwd institutioneel kader voor duurzame ontwikkeling. Er is een wet duurzame ontwikkeling (gewijzigd in 2010). Er zijn de plannen en de rapporten duurzame ontwikkeling, er is de Federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling, er is de Task Force Duurzame Ontwikkeling van het Planbureau, er is ook de Interdepartementale Commissie Duurzame Ontwikkeling en er is ook de Programmatorische Overheidsdienst Duurzame Ontwikkeling. In principe bestaat er ten slotte ook een duurzaamheidstest (de DOEB) die alle belangrijke beslissingen zou moeten beoordelen.

Dit kader biedt in principe heel wat mogelijkheden voor een meer integraal beleid duurzame ontwikkeling. Zo is er onder meer een apparaat om duurzame toekomstverkenningen uit te voeren en zo is er in principe een forum waar de stakeholders actief kunnen nadenken en discussiëren. In de feiten is echter ook in ons land de politieke wil erg beperkt. Dat blijkt onder meer uit de lijdensweg van het federaal plan duurzame ontwikkeling, en de al bij al zeer gebrekkige resultaten van het gevoerde beleid.

De genoemde instellingen voeren in veel opzichten ook een "volgend" beleid uit, terwijl er net nood is aan een meer vooruitziende en proactieve houding. Het uitwerken van een langetermijnvisie 2050, zoals vastgelegd in de wet duurzame ontwikkeling, biedt mogelijkheden om de beleidsfocus te verleggen, maar het valt nog te bezien of het discussieproces de mogelijkheden zal aangrijpen om de afweging van huidige maatschappelijke belangen werkelijk te overstijgen.

Een structureel instrument dat een stem geeft aan de toekomstige generaties als "stakeholder" in de huidige besluitvorming, en een sterkere verankering daarvan in de parlementaire besluitvorming kan een stap vooruit zijn. Dit voorstel vervangt bestaande instrumenten niet, maar dient als complementair gezien te worden. Het kan een bijdrage vormen om het Belgisch engagement voor Rio+20 te versterken.

In verschillende landen bestaan al instrumenten voor een sterkere integratie van de toekomstige generaties in

futures dans le processus décisionnel. Par exemple, il existe, en Bulgarie, un “médiateur pour les générations futures” doté de compétences claires. En préparation à la conférence Rio+20, une campagne internationale dénommée “*Future Justice*” demande que des instruments structurels soient créés à différents niveaux de pouvoir en faveur de la prise en compte des générations futures.

de besluitvorming. Zo bestaat er in Hongarije al een “ombudspersoon voor de toekomstige generaties”, met duidelijke bevoegdheden. In de aanloop van Rio+20 loopt er een internationale campagne voor *Future Justice* die vraagt dat op verschillende beleidsniveaus structurele instrumenten worden gecreëerd voor de inachtneming van de toekomstige generaties.

Kristof CALVO (Ecolo-Groen!)
Thérèse SNOY (Ecolo-Groen!)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. vu l'organisation de la prochaine conférence de l'ONU sur le développement durable Rio+20 en 2012;

B. vu les grands défis en matière de changement climatique, de verdissement de l'économie, de lutte contre la pauvreté;

C. vu l'importance de connaître l'impact des décisions politiques sur les générations futures;

D. vu la nécessité de nouvelles structures et instruments supplémentaires en vue de mettre en œuvre une véritable politique de développement durable;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de désigner un médiateur pour les générations futures;

2. de garantir au médiateur un statut indépendant, de lui fournir un staff limité et de le rattacher au Parlement;

3. de permettre au médiateur de consulter tous les documents politiques des différents ministres et administrations qui sont pertinents pour ce domaine;

4. de donner au médiateur la possibilité de se prononcer sur toutes les décisions du gouvernement fédéral ainsi que sur toutes les initiatives parlementaires légales sous l'angle des droits des générations futures;

5. de veiller à ce que le médiateur puisse demander au Bureau du plan d'analyser certains aspects de la politique;

6. de permettre au médiateur de proposer au Conseil fédéral du développement durable de formuler des avis sur les questions de développement durable;

7. de charger le médiateur de rédiger chaque année un rapport contenant une évaluation des politiques menées sous l'angle des générations futures;

8. de veiller à ce que les activités du médiateur soient expressément liées au processus d'élaboration et de suivi de la vision à long terme 2050 telle qu'elle est fixée dans la loi sur le développement durable;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. gelet op de organisatie van volgende VN-conferentie rond duurzame ontwikkeling Rio +20 in 2012;

B. overwegende de grote uitdagingen op vlak van klimaatsverandering, vergroening van de economie, armoedebestrijding;

C. overwegende het belang van het kennen van de impact van politieke beslissingen op de toekomstige generaties;

D. overwegende de noodzaak van nieuwe bijkomende structuren en instrumenten voor het uitvoeren van een waarachtig beleid inzake duurzame ontwikkeling;

VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. een ombudspersoon voor de toekomstige generaties aan te duiden;

2. de ombudspersoon een gegarandeerd onafhankelijk statuut aan te bieden, te zorgen voor een beperkte staf en hem of haar te verbinden aan het Parlement;

3. de ombudspersoon inzage te verschaffen in alle voor dit domein relevante beleidsdocumenten van de verschillende ministers en administraties;

4. de ombudspersoon de mogelijkheid te bieden om zich uit te spreken over alle beslissingen van de federale regering en over alle wettelijke parlementaire initiatieven vanuit het oogpunt van de rechten van de toekomstige generaties;

5. er voor te zorgen dat de ombudspersoon aan het Planbureau kan vragen om bepaalde aspecten van het beleid te onderzoeken;

6. dat de ombudspersoon aan de Federale Raad voor Duurzame Ontwikkeling kan voorstellen om adviezen te formuleren over kwesties van duurzame ontwikkeling;

7. dat de ombudspersoon jaarlijks een verslag opstelt met een beoordeling van het gevoerde beleid vanuit het oogpunt van de toekomstige generaties;

8. dat de activiteiten van de ombudspersoon uitdrukkelijk worden verbonden met het proces tot uitwerking en opvolging van de langetermijnvisie 2050 zoals vastgelegd in de wet duurzame ontwikkeling;

9. de donner aux citoyens individuels le droit et la possibilité d'introduire auprès du médiateur des propositions et des suggestions sur le développement durable et les générations futures. Le médiateur pourra les intégrer dans ses recommandations.

26 septembre 2011

9. individuele burgers het recht en de mogelijkheid te bieden om bij de ombudspersoon voorstellen en suggesties in te dienen over duurzame ontwikkeling en de toekomstige generaties. De ombudspersoon kan die verwerken in zijn of haar aanbevelingen.

26 september 2011

Kristof CALVO (Ecolo-Groen!)
Thérèse SNOY (Ecolo-Groen!)